

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19572 - 76ÈME ANNÉE

Alerte rouge sur la filière : report à une date indéterminée du démarrage de la campagne sucrière

Des planteurs se rassemblent pour régler un problème commun et urgent : la coupe au plus vite



48 heures après le démarrage officiel de la campagne sucrière, toujours aucune livraison en raison d'un désaccord sur le paiement du prix de la canne. Face à la tentative de Tereos d'imposer un protocole lui permettant de payer moins cher les cannes, et devant le manque de fermeté de la co-présidence planteur du CTICS, des planteurs s'organisent pour discuter de la situation et se rassemblent pour

régler un problème : la coupe au plus vite sans que l'usiner puisse imposer des conditions moins favorables aux planteurs. Des rencontres ont déjà eu lieu entre des syndicalistes de la CG-
PER, de l'UPNA et d'autres organisations.

Depuis lundi, les chargements de cannes à sucre auraient dû rythmer le quotidien des régions

Nord et Est. C'était en effet à cette date que devait débuter la coupe dans l'Est. Mais 48 heures après cette date, force est de constater que l'usine de Bois-Rouge ne traite pas de cannes. La raison : un désaccord sur le paiement de la canne à sucre livrée par les planteurs !

A qui profite cette incroyable situation ? Le CTICS est l'instance paritaire qui décide de l'ouverture de la campagne sucrière. Elle a une présidence partagée entre un représentant planteur et un représentant des industriels. Tereos étant le seul industriel du sucre à La Réunion, il est donc titulaire de la co-présidence du CTICS. A ce jour, Tereos n'a pas fait part d'une volonté de faire le forcing pour que les discussions aboutissent au plus vite. Cela signifie que l'industriel n'est pas pénalisé par le retard pris par le démarrage de la campagne. L'attitude du co-président planteur interpelle. Ce syndicaliste a le pouvoir de convoquer le CTICS et de solliciter des appuis pour que cette instance se réunisse jusqu'à ce qu'un accord permette de démarrer la coupe. Dans d'autres instances sur des sujets aussi importants, des discussions marathon s'engagent jour et nuit pour aboutir à une position commune pour régler un problème urgent et décisif. Manifestement, Tereos

joue la montre et la co-présidence planteur n'a pas pris conscience de l'ampleur de la crise. Souhaitons que le CTICS convoqué aujourd'hui puisse défendre les intérêts des planteurs.

Les planteurs s'organisent

Heureusement que les planteurs s'organisent pour rechercher ensemble une issue à ce blocage. C'est ce que soulignent les deux photos publiées en haut de l'article. Jeudi dernier, Jean-Michel Moutama et Isidor Laravine, respectivement président et trésorier de la CGPER, ont rencontré Patrice Pounoussamy, ancien président de l'UPNA, et Alain Cataye, ancien président de Jeunes agriculteurs. Hier, Jean-Michel Moutama a échangé avec Jean-Pascal Pajanaïe, vice-président de l'UPNA lors d'une rencontre où des planteurs ont évoqué la situation.

Depuis les accords de 1969, les planteurs ne sont plus propriétaires des produits tirés des cannes qu'ils livrent, mais sont des vendeurs de matière première à des usines qui paient en fonction du taux de sucre des chargements livrés tout au long de la campagne. Ceci fait que désormais, il est clair que les planteurs reçoivent bien moins que 66 % des bénéfices tirés de tous les produits de la canne comme c'était le cas avant 1969. Cette situation fait que la question de l'évaluation de la quantité de sucre présent dans chaque chargement est devenue décisive.

La CGPER tient à rappeler que la formule de richesse en vigueur depuis 1983, pénalisait déjà la fibre alors que les planteurs coupaient leur canne à la main et qu'aujourd'hui avec la coupe mécanique et les nouvelles variétés plus fibreuses, le taux de fibre pénalise encore plus l'agriculteur, alors que l'industriel en tire des bénéfices important sous forme d'énergie. Cette situation explique pourquoi des planteurs peuvent être pous-

sés à des procédés peu avouables pour grappiller quelques bénéfices lors d'une livraison. C'est le prétexte choisi par l'industriel pour remettre en cause le protocole de mesure actuel et de vouloir en imposer un autre qui sera plus favorable à ses intérêts et pénalisera financièrement le planteur. Autrement dit, Tereos veut acheter les cannes moins chères.

Mettre tous les problèmes sur la table

Ces rencontres montrent que face au coup de force, les planteurs s'organisent et se rassemblent autour d'une revendication concrète : démarquer la campagne au plus vite tout en empêchant l'usurier de baisser

le revenu des planteurs. Cette prise de conscience rappelle que l'union reste la meilleure des stratégies pour faire aboutir des revendications largement partagées et essentielle. Retour ligne automatique

Pour sa part, la CGPER estime qu'il faut revoir cette formule de calcul de richesse en sucre car les conditions de récolte et les variétés ont été imposées par l'industriel, seul actionnaire de Ercane. De plus, les planteurs doivent avoir leur mot à dire sur la recherche variétale car elle conditionne fortement leur revenu. Enfin, la CGPER demande que tous ces problèmes soient mis sur la table des négociations car il en va du revenu des planteurs et de l'avenir de la filière canne.

M.M.

Sainte-Suzanne a rendu hommage à Lucet Langenier

Comme tous les 30 juin depuis 27 ans, les communistes de Sainte-Suzanne ont rendu hommage à Lucet Langenier, ancien maire de la ville décédé, à l'occasion d'un dépôt de gerbe sur sa tombe au cimetière paysager du Port. Cette année, cette cérémonie est le premier acte de la municipalité réélue dimanche.

Après la victoire aux municipales du 28 juin dernier, les communistes de Sainte-Suzanne ont organisé lundi un défilé de la victoire. Hier, le premier acte concret de la municipalité réélue a été de saluer la mémoire de Lucet Langenier, ancien maire de la ville.

Lucet Langenier venait du Port, il était professeur au collège de Sainte-Suzanne et le PCR lui confia la responsabilité de mener la lutte à Sainte-Suzanne. En 1980, une élection municipale partielle se conclut sur la victoire des communistes menés par Lucet Langenier. Depuis cette date, le maire de Sainte-Suzanne est toujours un membre du PCR. Lucet Langenier décéda en 1993. Depuis, c'est Maurice Gironcel qui dirige la lutte à Sainte-Suzanne, en faisant fructifier l'héritage des luttes de Lucet Langenier, et en faisant de la commune une ville à énergie positive. Grâce aux énergies renouvelables, Sainte-Suzanne produit plus d'électricité qu'elle en consomme.

Lucet Langenier repose au cimetière paysager du Port. Chaque 30 juin, les camarades de Sainte-Suzanne et du Port lui rendent hommage. Une délégation conduite par Maurice Gironcel est venue hier au Port afin de fleurir la tombe de Lucet Langenier et de saluer sa mémoire.

Cette action rappelle l'importance de faire vivre l'histoire des luttes du peuple réunionnais, le combat mené à Sainte-Suzanne pour faire tomber un des bastions de l'aristocratie du sucre, et les actions des militants qui ont permis aux Réunionnais d'arracher des conquêtes sociales. Une histoire qui n'est pas enseignée à l'école, mais qui est celle des luttes du peuple réunionnais.

M.M.

Edito

A quand l'unité pour un vrai projet progressiste Réunionnais ?

Ce dimanche 26 juin se sont achevées les élections municipales. A l'issue de ces dernières, ce ne sont pas moins de 8 communes – Sainte-Suzanne, Saint-Denis, Le Port, Saint-Paul, Saint-Joseph, Saint-André, Saint-Benoît, Cilaos - qui ont été remportées par les progressistes. Trois des cinq communautés d'agglomérations seront potentiellement acquises (la CINOR, le TCO, la CIREST).

Pourtant partout les dissensions de bas-étages continuent, alors que, dans le même temps, nous traversons une quadruple crise : sanitaire certes, mais également sociale, économique et politique. Une crise sociale qui risque de dégrader encore plus la situation déjà intenable pour le peuple Réunionnais, alors-même qu'elle est d'ores et déjà considérée comme hors-norme et où l'on peut entre-autre s'attendre à de nombreux licenciements mettant des familles en grande difficulté. Situation économique également, avec de nombreuses TPE/PME qui se retrouvent dans des situations complexes, les planteurs qui vont commencer leur campagne dans l'inconnu, etc.

Un contexte que l'on aurait tort d'ignorer, car le peuple Réunionnais exige des réponses aux problématiques qui lui sont posées, et ce depuis de nombreuses années déjà.

Nous avons l'occasion, à l'issue de ces municipales, de faire table rase du passé et de faire cause commune dans un seul but, permettre le progrès et la justice sociale pour le peuple Réunionnais.

Mais pour cela il nous faut être responsable : sommes-nous prêts, entre partis progressistes et acteurs des mouvements sociaux, à nous tendre la main afin de faire progresser La Réunion ?

La question a besoin d'une réponse rapide, car l'urgence le commande. Nous avons besoin d'un nouveau projet, non pas basé sur les égos des uns ou des autres, mais bien sur une volonté commune de faire avancer ensemble le peuple Réunionnais et de nous doter d'un projet commun.

Certes nous aurons des désaccords, c'est inévitable sur la finalité de notre projet. Nous serons par exemple en tant que communistes plus portés sur l'autonomie de notre peuple par rapport à d'autres mouvements, mais ces points, certes fondamentaux ne devront pas être au centre de l'enjeu. Sur ces questions, ce sera au peuple Réunionnais, et à lui seul de décider de ce qui est bon pour lui.

Pour autant, il faut une réponse urgente à cette quadruple crise qui a tout juste commencé et dont nous apercevons à peine les premières conséquences, et pour y répondre, il nous faut nous unir. Alors une fois pour toutes, mettons les progressistes autour d'une table et formulons des propositions et des solutions pour répondre à l'urgence Réunionnaise.

Mathieu Raffini

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond

Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny

Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany

Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;

1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud

2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau

2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Otè

Zistoir pou rakont dsi galé

Lo troi sèr épi Itrimoubé lo monstré : in zistoir Madégaskar - katriyèm morso

Zistoir moin l'aprè rakont azot, sa in zistoir Madégaskar, Rabeshala, in vré dalon, la donn amoin in kopi é moin la mète ali dann la lang kréol La Rényon pou bann moun i lir zoinal témoignages é pou tout sak va lir sa dann nout domin anou. Astèr sak néna galé dann zot kour, mi invite azot asir épi rakont lo zistoir pou tout demoun va pass koté zot épi va ékout listoir-la.

L'avé inn foi pou inn bone foi mésyé lo foi la manz son foi avèk in grinnsèl. Dèrnyé foi nou la aprann Ifara, in zoli fiy, inn an parmi lo troi sèr, lété sovè par in pti souri mé lo monstré Itrimoubé la rotrov son trass é lo konba rante li épi la jenn fiy i tard pa pou komansé. Lo monstré néna in fors sirimène é son kor lé tayé pou lo konba. Ifara sé in pti jenn fiy lé pa tayé ditou pou la lite kont in monstré kaziman invinsib. Solman la souri, mi rapèl azot, la di avèk ifara, amenn avèk èl in balyé, in baton, in zèf épi in galé bien ron é nou va oir kosa èl i sava fé avèk sa.

Itrimoubé la kriyé : « Astèr Ifara, ou i gingn ar pi shapé, sé moin lo mètr ! » Ifara la zète son balyé atèr épi èl la kriye in kou :

« Par mon papa é par mon momon, mi souète balyé-la i transform an foré

brousaye épi zépine Itrimoubé i gingn pa travèrsé. ».

Mé lo monstré avèk son gran ké, la fé in shomin an travèr lo brousaye é li la travèrsé.

Kriké ! Kraké ! Kriké Méseyé ! Kraké Madam !

Itrimoubé la kriyé : « Astèr Ifara, ou i gingn ar pi shapé, sé moin lo mètr. »

Ifara la zète lo zèf an dirékasyon itrimoubé é astèr-la èl la kriyé : « Par mon papa, é par ma momon, Mi souète zèf-la i transform an gran bassinn lo é Lo monstr i gingn pa travèrsé ! »

In létan la formé pou sépar la jenn fiy avèk lo monstré, mé solman Itrimoubé la boir tout dolo épi li la kriyé :

« Astèr Ifara, ou i gingn ar pi shapé, sé moin lo mètr ! »

Ifara la zète son baton atèr épi èl la di : « Par mon papa é par ma momon, mi souète baton-la i vien in foré pou anpèsh lo monstré travèrsé ! »

Avèk son gran ké, Itrimoubé la rash lo bann pyé d'boi dopi lo priomyé ziska lo dèrnyé. L'avé pi d'baraz rant la jenn fiy épi lo monstré.

Katriyèm morso lé fini-la proshène foi nou va oir lo sinkyèm bout.

Justin